https://levenissian.fr/la-sortie-de-crise-c-est-la-sortie

4es rencontres internationalistes 2011

la sortie de crise, c'est la sortie du système, il n'y a pas d'autre solution.

- Internationale - Rencontres internationalistesâ€¦ - Rencontres 2011 -

Date de mise en ligne : samedi 26 novembre 2011

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Monsieur l'Ambassadeur de Cuba, Mesdames, Messieurs,

Je tiens à remercier tous les participants à ces 4es rencontres internationalistes de Vénissieux, et plus particulièrement l'ambassadeur de Cuba, qui nous fait l'honneur d'être ici présent.

L'actualité internationale est particulièrement dense cette année, et je voudrais évoquer avec vous deux points précisÂ : la crise européenne, et les révolutions du printemps arabe.

Au sujet de l'Union Européenne, la crise que les pays membres traversent n'est pas le fruit des politiques publiques, mais la conséquence directe des ravages du capitalisme financier.

L'Europe qui s'est construite depuis Maastricht, c'est une Europe des marchés, une vaste succursale livrée à l'appétit des multinationales, sans cohérence en termes de droits du travail, d'harmonisation fiscale, sans ambition en matière sociale, diplomatique, etc.

J'ajouterais à cela la construction, depuis dix ans, d'une Europe du mépris, mépris des peuples qui la composent. Les Franà§ais, les Hollandais, les Irlandais ont vivement rejeté le traité constitutionnel d'une Europe libérale en 2005.

La réponse des Etats a été de passer au-dessus de l'expression populaire, pour imposer le Traité de Lisbonne. Plus près de nous, le recours à un référendum, annoncé par le Premier ministre grec, était effectivement la seule voie démocratique acceptable.

Incompétence, pure folie, trahison, voilà les réactions qui se sont déchaînées contre Georges Papandréou, très fortement relayées, voire très fortement appuyées, par les médias dans leur ensemble.

Sous la pression du FMI, de la BCE, de Nicolas Sarkozy et Angela Merkell, le référendum a été retiré. C'est à dire que l'on a interdit au peuple grec de se prononcer sur son propre avenir. On a interdit au peuple grec de se défendre contre la mise sous coupe, réglée par la finance de son pays, de ses institutions, de ses politiques publiques.

Quel déni de démocratie, quelle morgue et quel mépris adressés aux peuples européens qui souffrent, et payent dans la douleur, la crise du capitalisme financier, dont ils ne sont pas responsables.

On sauve les banques, on sauve ceux qui nous ont enfoncés dans la crise en 2008, on bâillonne même la souveraineté des Etats, en agitant la menace des taux d'intérêts et des agences de notation. On spécule sur tout, sur la dette, sur une possible faillite d'Etat, on spécule sur la misère des peuples, au point même d'abandonner le Programme européen d'Aides Alimentaires pour les plus démunis. Ce programme, je le rappelle, concerne 18 millions d'européens et, au-delà , 80 millions de citoyens européens les plus fragiles. En France, par le biais des associations caritatives, le PEAD permet de distribuer quelque 130 millions de repas à près de quatre millions de personnesÂ ! Une Europe qui se désintéresse de cette mission de civilisation qu'est la lutte contre la pauvreté, c'est une Europe qui se suicide sous nos yeux, une Europe morte, désincarnée, vide de sens.

Je le dis clairement, la sortie de crise, c'est la sortie du système, il n'y a pas d'autre solution.

Copyright © Le Vénissian

Il faut renverser ce modèle économique, en finir avec ce capitalisme qui nous pousse, tous les jours un peu plus, vers le gouffre.

En finir avec les politiques d'austérité qui, en France, sont financées par les plus pauvres, les classes populaires et classes moyennes. Le deuxième plan de rigueur, annoncé par Franà§ois Fillon, pèse à plus de 80% sur les ménages et les salariésÂ !

En finir avec ce mensonge d'une mondialisation obligatoire et irréversible, en finir avec cette inversion des priorités, qui cajolent le grand capital et anéantit la santé, l'éducation, la justice et les solidarités.

La situation est grave et inédite car, même si tout n'est pas par terre, comme à la sortie d'une guerre, tout est néanmoins à reconstruire, à inventer, à imaginer. Le PCF a été l'un des catalyseurs des grandes périodes transformistes et progressistes qu'a connues notre pays. Il doit retrouver la force et l'audace de ces propositions innovantes, au plus près des classes populaires, de leurs aspirations, de leurs luttes.

Nous sommes justement au pied d'une mutation historique, dans les modes de développement économique, social, dans la construction d'une nouvelle République et d'une démocratie plus proche des citoyens. De par son histoire, le PC et l'ensemble des forces progressistes ont les capacités à redevenir l'aiguillon d'une nouvelle société à bâtir.

Mais nous le savons tous, rien ne se fera sans la mobilisation des peuples. En Tunisie, en Egypte, ils se sont soulevés contre le pire ennemiÂ : la peur, la résignation, l'usage de la force aveugle, comme le montre aujourd'hui le régime de Bachar Al Assad.

Des régimes autoritaires se sont effondrés en quelques semaines seulement, pour donner lieu à des élections libres et démocratiques.

Nul ne sait sur quoi ce printemps des peuples débouchera, mais nul ne doit nier les aspirations démocratiques qu'il porte en lui. Le risque islamiste est réel, les résultats en Tunisie en attestent, mais les aspirations des jeunes générations à mettre en place un autre modèle politique, dans les pays arabes, existent également.

Que ce soit au coeur de notre histoire, ou dans nos relations avec les pays maghrébins, arabes et méditerranéens, la fin d'un post-colonialisme qui ne voulait pas dire son nom est en route.

Nous avons là une opportunité historique, pour repenser les rapports Nord-Sud, pour cesser d'entretenir des rapports troubles, aussi bien avec notre histoire qu'avec le présent.

La politique des intérêts commerciaux, des carnets de commandes et de l'expropriation des ressources naturelles, qui se perpétuent en Irak, en Afghanistan, ou encore aujourd'hui en Libye, ne fait qu'attiser l'incompréhension et le rejet.

C'est le moment, là aussi, de réinventer une autre politique étrangère, d'autres modes de coopération et de développement entre les nations, entre les peuples. Dans ce contexte de désordre mondial, les avancées progressistes, de l'Amérique latine et de l'Amérique du Sud, sont un gage d'espoir. D'ici en France, peut-être ne regarde-t-on pas d'assez près les succès démocratiques, économiques et sociaux du Brésil, les mesures politiques prises au Venezuela, ou ailleurs, pour se réapproprier les richesses nationales.

Copyright © Le Vénissian

Il y a là une troisième voie que les forces progressistes de notre pays ne doivent pas s'interdire d'explorer, pour retrouver un souffle, des utopies et un renouveau, qui nous font cruellement défaut aujourd'hui. Je vous remercie.
Â

Copyright © Le Vénissian